



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires applicables aux installations de la société COCA-COLA MIDI à Signes

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L181-14, R181-45 et R181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 1994, modifié, portant autorisation d'exploiter par la société COCA-COLA MIDI, une usine de production de concentrés du groupe COCA-COLA, destinés aux établissements d'embouteillage, située sur la commune de Signes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 portant prescriptions complémentaires aux installations de la société COCA-COLA MIDI à Signes ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SAF/2025-08 du 26 septembre 2025 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt dans le département du Var ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société COCA-COLA MIDI, par voie télématique le 19 septembre 2025, relative à la mise en service d'une installation solaire thermique de production d'eau chaude ;

Vu l'avis favorable au projet, sous réserve de préconisations, émis par courrier du 14 octobre 2025, par le service départemental d'incendie et de secours du Var ;

Vu le rapport du 27 novembre 2025 de l'inspection des installations classées, adressé au préfet ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire adressé, sous pli recommandé avec accusé de réception, le 8 décembre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles, au titre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant concernant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R181-18 et R181-21 à R181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions applicables à l'exploitation d'une installation solaire thermique de production d'eau chaude, implanté dans l'enceinte de l'établissement COCA-COLA MIDI de Signes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La société COCA-COLA MIDI (n° SIRET 433 663 770 00017), exploitant de l'installation située, Parc d'activités du plateau de Signes, 99 avenue de Berlin, 83870 Signes, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Dispositions applicables aux installations solaires thermiques

Les installations solaires thermiques, utilisées pour produire une partie de l'eau chaude nécessaire aux activités de l'établissement, présentes sur le site respectent les dispositions suivantes :

2.1 Les capteurs solaires thermiques plans sous vide sont clôturés par une enceinte grillagée munie d'un portail présentant les caractéristiques suivantes :

- largeur minimale de 2 mètres,
- à effacement total à l'ouverture du portail,
- doté d'un système de déverrouillage et d'ouverture rapide compatible avec les outils du service départemental d'incendie et de secours,

- équipé d'un système de verrouillage en position ouverte.

2.2 Une distance de 1,8 mètre, dégagée de tout obstacle, doit être maintenue entre les rangées de capteurs thermiques et avec l'enceinte grillagée.

2.3 La signalisation des risques identifiés est apposée sur les éléments de l'installation et est visible depuis les accès.

2.4 Un arrêt d'urgence est aisément accessible aux services de secours depuis l'extérieur de l'installation. Celui-ci est judicieusement positionné en dehors des zones à risques et est signalé.

2.5 L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie répartis en des endroits facilement accessibles. Ces dispositifs doivent être en adéquation avec les risques identifiés.

2.6 Dans les limites de propriété du site, l'installation est dépourvue de végétation sur une distance de 20 mètres en son pourtour. Les obligations légales de débroussaillage s'appliquent sur l'entièreté du site, conformément à l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2025 susvisé.

Article 3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Signes et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Signes pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Voies et délais de recours

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit

par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la maire de Signes, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, donc copie sera adressée, au président de la communauté d'agglomération Sud-Sainte-Baume, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

16 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI